

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 04

Objet de la délibération : DGA / VSC -  
Société Coopérative ALTER EGAUX pour  
son action Discriminations à l'emploi -  
Attribution d'une subvention

☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2020.156

Date de la convocation :  
**Le 02/12/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage **10 DEC. 2020**  
en date du

de la réception s/Préfecture  
en date du **10 DEC. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

  
Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 07 décembre 2020**

L'an deux mil vingt et le 07 décembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI

**PROCURATION :**

René TRASTOUR à Alexis ARGENTI

**ABSENTS :**

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA

**Monsieur LEONETTI,**

La CASA apporte, depuis plusieurs années, une aide sous forme de subvention à des associations œuvrant sur son territoire en faveur de l'insertion sociale et professionnelle.

La Société Coopérative ALTER EGAUX (SCOP ALTER EGAUX), conformément à ses statuts, exerce notamment une mission de promotion de la mixité et de l'égalité professionnelle femmes – hommes.

Les objectifs de la SCOP ALTER EGAUX sont, entre autres, d'accompagner dans un parcours dynamique les personnes les plus éloignées de l'emploi et de la formation, en particulier les femmes des quartiers prioritaires.

L'action « Discriminations à l'emploi » vise à opérer un diagnostic local pour objectiver les discriminations à l'embauche afin d'élaborer un référentiel de recrutement dégagé des stéréotypes et fondé sur les compétences des personnes et les besoins de l'entreprise. Un événement sera créé sur le territoire de la CASA pour permettre la rencontre des entreprises et des publics du quartier prioritaire de Vallauris. Tous les publics sont concernés, en particulier les jeunes et les diplômés pour lesquels les phénomènes de discrimination semblent plus prégnants.

Une attention particulière sera portée sur le nombre de structures impliquées, le nombre d'entreprises participantes, le nombre d'habitants orientés vers les entreprises ainsi que sur la qualité du référentiel mis en place avec les entreprises.

Le budget de cette action s'élève à 38 825 € et la CASA souhaite apporter une contribution financière à hauteur de 1 000 €.

Cette action est par ailleurs soutenue par d'autres partenaires ; et notamment l'Etat par la DIRECCTE et la Région PACA par l'activation du fonds de l'appel à projet « prévention et lutte contre les discriminations ».

Compte tenu de la mission réalisée sur le territoire communautaire, une convention détaillée fixant à la SCOP ALTER EGAUX des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à ce projet de délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2020 à attribuer, et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2019.

**Considérant** que l'action d'insertion sociale et professionnelle de la SCOP ALTER EGAUX s'inscrit dans la compétence « Politique de la Ville » transférée à la Communauté d'Agglomération ;

**Considérant** l'intérêt que représente cette action de la SCOP pour la communauté en raison du caractère essentiel du projet ;

**Vu** la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire en date du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toute décision en matière de subvention à accorder ;

**Vu** les crédits qui figurent au Budget Primitif de l'année 2020 du Budget Principal ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 1 000 € à la SCOP ALTER EGAUX pour son action « Discriminations à l'emploi » au titre de l'insertion sociale et professionnelle,
- d'imputer la dépense correspondante au Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière avec la SCOP ALTER EGAUX, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ladite convention et tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.



**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer une subvention de 1 000 € à la SCOP ALTER EGAUX pour son action « Discriminations à l'emploi » au titre de l'insertion sociale et professionnelle,
- d'imputer la dépense correspondante au Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière avec la SCOP ALTER EGAUX, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ladite convention et tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 07 décembre 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC LA SOCIETE COOPERATIVE ALTER EGAUX  
Action « Discriminations à l'emploi »**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représenté par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 7 décembre 2020,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET,**

La société coopérative dénommée ALTER EGAUX régie par Loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, ayant pour objet d'accompagner les organisations dans la mise en place de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dont le siège social est situé 124 chemin du Prignon – 06530 SAINT-CEZAIRE, représentée par Madame Anne Gaël BAUCHET agissant au lieu et place de la coopérative en sa qualité de gérante, conformément aux statuts de la coopérative,

Ci-après désignée **ALTER EGAUX**,

**EXPOSE :**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, ALTER EGAUX exerce notamment une mission de promotion de l'égalité professionnelle femmes/hommes, de sensibilisation lors des processus d'orientation, de représentations liées aux métiers et aux stéréotypes.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre une action œuvrant contre les discriminations à l'emploi dans le quartier prioritaire de Vallauris

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, ALTER EGAUX s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socioprofessionnelle des personnes en situation de discrimination sur le territoire de la CASA.

L'action a pour objet de comprendre les représentations stéréotypées et de rendre bien visibles les inégalités pour en saisir les mécanismes et les dépasser. Plus généralement, il s'agit d'accompagner les personnes peu qualifiées mais aussi les diplômées du quartier en politique de la ville ainsi que les entreprises pour une démarche commune de retour à l'emploi.

Cette action se déroulera sur le territoire prioritaire de Vallauris.

Dans le cadre de cette action, les principaux objectifs fixés à ALTER EGAUX sont les suivants :

- Opérer un diagnostic local pour objectiver les discriminations à l'embauche (exploitation des données brutes et des rencontres avec les employeurs et les personnes en insertion du quartier prioritaire) ;
- Elaborer un référentiel de recrutement dégagé des stéréotypes et fondé sur les compétences des personnes et les besoins de l'entreprise ;
- Au travers de ces rencontres participer à la mise en mouvement des pratiques dans le recrutement ;
- Créer un événement sur le territoire de la CASA pour permettre la rencontre des entreprises et des publics du QPV ;
- Rassurer et donner envie de recruter sans discriminer ;
- Passer de la déclaration d'intention "éthique" à l'envie de recruter des personnes du quartier prioritaire pour leur savoir être professionnels ;
- Faire se rencontrer les entreprises et les habitants autrement pour se trouver des valeurs communes ;
- Croiser les besoins en main d'œuvre et la perte de talents

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement ALTER EGAUX pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'exercice du 25 mai 2020 au 15 juin 2021.

**En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 38 825 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

ALTER EGAUX reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 1 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de la coopérative par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ La coopérative s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

ALTER EGAUX s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec ALTER EGAUX à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par la coopérative et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ La coopérative invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

##### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par ALTER EGAUX.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

ALTER EGAUX s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme permettant un suivi analytique de l'action et à fournir des comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, ALTER EGAUX remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2021.
- Si ALTER EGAUX est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par ALTER EGAUX, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A**

ALTER EGAUX s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, la coopérative mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

### **ARTICLE 12 : LITIGES**

ALTER EGAUX et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

### **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), ALTER EGAUX s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour la coopérative ALTER EGAUX,  
La gérante,

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
Le Vice- président Délégué à la Cohésion Sociale et à la  
Politique de la Ville

Anne Gaël BAUCHET

Kevin LUCIANO



Projet n°....

## 6. Budget<sup>5</sup> du projet

Année 2020 ou exercice du 25/05/20..... au 15/06/21.....

Budget supplémentaire -  
projet pluriannuel

Suppression du budget -  
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	5 000	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	2 500	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	2 500	74 - Subventions d'exploitation <sup>2</sup>	38 825
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	325		
Locallons	200		
Entretien et réparation		DRJSCS DIRECCTE PACA	30 825
Assurance	50	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	75		
62 - Autres services extérieurs	17 300	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	12 800		
Publicité, publication	2 000		
Déplacements, missions	2 500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		CAPG (personnels + communication)	4 000
63 - Impôts et taxes	900	CASA (personnels + 2000€)	4 000
Impôts et taxes sur rémunération	900		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	15 300	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	10 800	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel	4 500	Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Particpation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	38 825	TOTAL DES PRODUITS	38 825
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE<sup>7</sup>

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	5 000	871 - Prestations en nature	5 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	5 000	TOTAL	5 000

La subvention sollicitée de.....30825€, objet de la présente demande représente .....79,00% du total des produits du projet  
(montant sollicité/total du budget) x 100.

<sup>5</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>6</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

<sup>7</sup> Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 07/12/2020  
Numéro : BC\_2020\_156  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Société Coopérative ALTER EGAUX pour son action  
Discriminations à l'emploi - Attribution d'une subvention  
Matière : 7.5 - Subventions  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : RlvJ2wP

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 10/12/2020  
Identifiant : 006-240600585-20201207-BC\_2020\_156-DE

**Acte reçu**

Date : 07/12/2020  
Numéro interne : BC\_2020\_156  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 7  
Code matière 2 : 5  
Objet : Société Coopérative ALTER EGAUX pour son action Discriminations à l'emploi - Attribution d'une subvention  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20201207-BC\_2020\_156-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_SE-006-240600585-20201207-BC\_2020\_156-DE-1-1\_2.PDF  
99\_SE-006-240600585-20201207-BC\_2020\_156-DE-1-1\_3.PDF

N